



**Ekodo Raymond**  
Enseignant – Chercheur,  
Université de Ngaoundéré,  
Cameroun  
ekodo.raymond@yahoo.fr



**Njaya Joseph Bruno**  
Enseignant – Chercheur  
Université de Ngaoundéré,  
Cameroun  
njayaj@yahoo.fr



**Ndam Mama**  
Enseignant – Chercheur  
Université de Bamenda,  
Cameroun  
ndamasani@yahoo.fr

## **Impact de la corruption sur l'attractivité des IDE :**

### **Les résultats d'une étude empirique menée en zone CEMAC**

**Résumé:** L'objet du présent article est d'évaluer l'impact de la corruption sur l'attractivité des IDE en zone CEMAC. Pour tester notre hypothèse selon laquelle il existe une relation négative entre la corruption et l'attractivité des IDE en zone CEMAC, nous avons utilisé la Méthode des Moments Généralisés (MMG) en panel dynamique des six pays de la zone dans la période allant de 1996 à 2016. Les résultats montrent que le contrôle de la corruption impacte positivement et significativement l'attractivité des IDE dans cette sous région. Par conséquent, une augmentation du contrôle de la corruption va minimiser le niveau de la corruption et amener les étrangers à investir plus dans cette zone. Au regard de ces résultats, des recommandations ont été faites pour que la lutte contre la corruption puisse attirer davantage des IDE dans cette zone.

**Mots clés:** Corruption, Investissement Direct Etranger, Gouvernance institutionnelle, CEMAC.

**Abstract:** The purpose of this paper is to evaluate the impact of control of corruption on the FDI of the CEMAC zone. To test our hypothesis which there exist a negative relation between corruption and attractiveness of FDI in the CEMAC zone, we have used the Generalized Method Moment (GMM) in a dynamic panel of the six countries of the zone for the period 1996-2016. The results from the analysis show that there a significant positive impact of the control of corruption on the attracting FDI of the sub-region. Therefore, an increase in the control of corruption will minimize the level of corruption which will give more incentive to foreign investors willing to invest to the region. Considering the results, the recommendations have been set up for the control of corruption to attract more and more FDI in this zone.

**Key Words:** Corruption, Foreign Direct Investment, Institutional governance, CEMAC.

## INTRODUCTION

L'investissement direct étranger (IDE) est aujourd'hui considéré comme un catalyseur important de la productivité à travers la diffusion des connaissances et de la technologie dans les pays en développement (PED). De plus, il contribue de manière significative à la croissance économique en termes d'investissements, de création d'emplois et d'échanges. Ainsi, la mise en place d'une économie appropriée et plus spécifiquement d'un environnement de gouvernance institutionnelle susceptible d'attirer les IDE est devenue un souci majeur pour les PED.

Pendant de nombreuses années, les économistes expliquaient l'attractivité des IDE par des facteurs purement économiques, à l'instar de la stabilité économique et politique, de la taille du marché, des infrastructures énergétiques et de transport, du coût de la main d'œuvre, de la présence des matières premières et des politiques économiques etc.... négligeant ainsi le rôle des facteurs institutionnels. Mais depuis l'apparition de la Nouvelle Economie Institutionnelle (NEI)<sup>1</sup> dans les années 1970, les analyses théoriques et empiriques s'accordent à reconnaître le rôle de la qualité des institutions sur la croissance économique, ainsi que sur l'attractivité des IDE. Celles-ci montrent que la bonne gouvernance en général, et la lutte contre la corruption en particulier, constitue un facteur important d'attractivité des IDE (Wei, 2000 ; Celentani et Ganuza, 2002 ; Habib et Zurawicki, 2002 ; Ali et Isse, 2003 ; Quazi, 2014 ; Hajzler et Rosborough, 2016).

Paradoxalement, l'expérience des pays de l'Asie de l'Est montre que ces pays, qui pourtant sont aujourd'hui parmi les plus corrompus dans le monde, constituent une destination populaire pour les investisseurs étrangers<sup>2</sup>. Ceci vient contredire l'idée selon laquelle la corruption décourage les IDE et remet au goût du jour le débat de la corruption sur l'attractivité des IDE dans les PED en général et ceux de l'Afrique subsaharienne en particulier.

Ce contraste étant avéré, il convient de préciser que les concepts de corruption et d'IDE restent flous et invitent à une élucidation. En effet, depuis plusieurs décennies déjà, plusieurs chercheurs en sciences sociales et organismes internationaux de développement s'attèlent à définir ces concepts. Que ce soit le concept de corruption ou celui d'IDE, les auteurs semblent partagés sur la manière de les définir.

Le concept de corruption a fait l'objet d'un foisonnement de publications depuis les travaux de North (1990) et de Mauro (1995). Tous les chercheurs l'ont défini, mais chacun selon sa vision. Ce qui fait de la corruption, un concept polysémique. Elle renvoie

---

<sup>1</sup> Selon Williamson (2000), la Nouvelle Economie Institutionnelle désigne l'ensemble des règles et des normes qui encadrent et régulent le comportement des individus et des entreprises.

<sup>2</sup> Selon une publication du FMI, Finance et Développement (Septembre, 1999, p 28), 5 pays dans le monde de 1990 à 1997 ont retenu à eux seuls plus de la moitié des entrées totales des capitaux et 75% du total ont été repartis entre une douzaine de pays, parmi lesquels les pays de l'Asie et de l'Amérique latine. Les chiffres donnés par la Banque mondiale sur la répartition des IDE dans le monde aujourd'hui ne sont pas très différents de cette réalité.

selon Nyé (1967) à un comportement qui s'écarte des obligations formelles inhérentes à une fonction publique pour tirer un avantage privé en termes d'argent ou de statut. Waterbury (1973) définit quant à lui, la corruption comme l'utilisation abusive d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel, que celui-ci soit matériel ou politique. La définition de la Banque Mondiale aujourd'hui n'est pas très différente de celle-ci. Généralement, on distingue la corruption active (qui consiste à soudoyer une personne qui détient le pouvoir en échange d'un avantage individuel), de la corruption passive (qui consiste à exiger des pots-de-vin pour rendre service). Nous nous intéressons dans cet article à la corruption passive.

Le concept d'IDE est également multidimensionnel. Les économistes et les institutions internationales, sans oublier les organismes spécialisés, lui ont donné différentes définitions. Crozet (2001) par exemple le définit comme : « toute opération se traduisant par une création d'entreprise à l'étranger ou une prise de participation dans des firmes étrangères ». Pour le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (1983), l'IDE traduit tout simplement l'objectif d'une entité résidant dans une économie d'acquérir un intérêt durable dans une entité résidant dans une économie autre que celle de l'investisseur ». Ces définitions nous semblent restrictives, étant donné qu'elles n'indiquent pas la volonté réelle de ces investisseurs. C'est pour cette raison que nous retenons la définition donnée par la Banque mondiale (1999) qui nous paraît plus explicite et appréhende l'IDE à partir de trois éléments: l'acquisition d'un intérêt durable dans la gestion de l'entreprise, l'intention de détenir l'entité pendant quelques années et la volonté d'exercer une influence sur la gestion de cet actif.

Nonobstant les efforts fournis par les différents Etats dans le monde, ainsi que la communauté internationale depuis de nombreuses années déjà en matière de lutte contre la corruption<sup>3</sup>, la problématique de la corruption reste toujours d'actualité et nécessite qu'on s'y penche davantage, surtout dans le contexte des pays de l'Afrique subsaharienne où cette dernière est devenue plutôt endémique, systémique et même menaçant pour les IDE.

En effet, les publications de Transparency International font ressortir une aggravation de ce phénomène depuis quelques décennies dans la plupart des pays africains. Elles indiquent par ailleurs que ces pays sont parmi les plus corrompus dans le monde. En 2016 par exemple, les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) sur un total de 176 pays au monde, étaient classés en matière de corruption comme suit : le Cameroun (145<sup>ème</sup>), le Tchad (159<sup>ème</sup>), la RCA (159<sup>ème</sup>), le Gabon (101<sup>ème</sup>), le Congo (159<sup>ème</sup>) et la Guinée Equatoriale (142<sup>ème</sup>). Ceci pourrait avoir des conséquences sur les investissements aussi bien nationaux qu'étrangers. Au regard

---

<sup>3</sup> Depuis les années 1980, Le FMI et la Banque mondiale accordent les crédits aux pays en développement uniquement à ceux qui respectent certaines conditionnalités, parmi lesquelles la bonne gouvernance et donc la lutte contre la corruption.

de cette situation, une série de mesures a été prise sous l'égide du Fonds monétaire international (FMI) dans les années 1980, dans les différents pays<sup>4</sup> afin d'instaurer la bonne gouvernance et pouvoir améliorer le climat des affaires, facteur d'attractivité des IDE. Cependant, l'on observe que ces mesures n'ont pas engendré les résultats escomptés, à savoir attirer considérablement les IDE vers la zone CEMAC. Les publications de la Banque mondiale<sup>5</sup> montrent que les flux d'IDE en pourcentage du PIB en direction vers ces pays sont restés très faibles pour la plupart d'entre eux et parfois ont même fléchi. Il est donc nécessaire d'entreprendre une investigation profonde afin d'identifier le type de relation qui pourrait exister entre la corruption et l'attractivité des IDE en zone CEMAC.

En fait, la littérature économique regorge de nombreuses études sur les déterminants de l'attractivité des IDE entrants dans les PED en général, et dans les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier. Mais en ce qui concerne la problématique du lien entre la corruption et l'attractivité des IDE en zone CEMAC, aucune étude à notre connaissance n'a été effectuée jusqu'à ce jour. Le présent article vise donc à combler ce vide, tout en mettant en évidence des propositions à partir desquels les politiques de développement pourront s'appuyer.

La suite de l'article se présente de la manière suivante : la première section présente la revue de la littérature. La deuxième section explique la démarche méthodologique adoptée. Les résultats et leurs discussions constituent l'objet de la troisième section. La dernière section, quant à elle, conclue et fait des recommandations en tenant compte des résultats obtenus.

## 1 Revue de la littérature

La problématique de l'impact de la corruption sur l'attractivité des IDE dans le monde a drainé plusieurs chercheurs qui en ont fait un champ d'investigation privilégié. Cependant, la lecture des travaux théoriques et empiriques abordant ce lien révèlent des contradictions. En effet, deux thèses s'opposent : la thèse orthodoxe (1.1) et la thèse hétérodoxe (1.2).

### 1.1 La thèse orthodoxe

Selon les défenseurs de cette thèse, la corruption constitue un « grabbing hand » pour l'IDE, c'est-à-dire qu'elle décourage les IDE entrants dans les PED. Cette thèse est

---

<sup>4</sup>Il s'agit de la Commission Nationale Anti-corruption (CONAC), du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE), du Tribunal Criminel Spécial, du Programme National de Gouvernance au Cameroun ; d'un ministère chargé du contrôle de l'Etat et de la moralisation au Tchad ; de la Commission Nationale de lutte contre l'Enrichissement illicite au Gabon, du Comité National de Lutte contre la Corruption (CNCL) en RCA, etc.

<sup>5</sup> Selon les chiffres de WDI (2018), les flux des IDE entrants en pourcentage du PIB des pays de la CEMAC pendant la période allant de 1996 à 2017 ne dépassent pas 4%, sauf parfois ceux du Gabon et de la Guinée équatoriale.

constituée par les contributions de plusieurs économistes, à l'instar de Wei (1997), Rose Akermann (1999), Sakkar et Aynul (2001), Daude et Stein (2001), Habib et Zurawicki (2002), Anupam et Srinivas (2002), Asiedu (2003), Kapuria-Foreman (2007), Quazi (2014) et Hajzler et Rosborough (2016).

Pour soutenir cette thèse, les arguments des économistes divergent. Pour certains, la diminution des flux d'IDE entrants dans les PED s'explique par des coûts de transaction additionnels. Par exemple, Sakkar et Aynul (2001) dont les travaux vont dans ce sens, montrent que la corruption agit comme une taxe arbitraire, c'est à dire crée des coûts additionnels aux entreprises étrangères par le paiement des pots-de-vin et le gaspillage des ressources qui auraient pu être utilisées à d'autres fins. Ce qui a pour conséquences: soit la réduction des profits de ces entreprises étrangères; soit la perte de leur compétitivité sur le plan international. Il s'agit ici de l'approche libérale, très populaire et défendue par les institutions internationales et principalement la Banque mondiale depuis le début des années 1990, qui s'appuie sur l'utilisation rationnelle des ressources humaines et financières. Cette approche soutient que le rôle principal de l'Etat est d'assurer l'efficacité des marchés et de lutter contre les activités de recherche de rente et de corruption. En effet, lorsqu'un pays est à mesure de lutter contre la corruption, il sera aussi capable d'utiliser ses ressources humaines et financières plus efficacement, attirera plus d'investissements étrangers et locaux.

Pour d'autres économistes par contre, la qualité douteuse des infrastructures dans les pays à forte corruption entraîne la baisse des flux d'IDE entrants. En effet, lorsque le taux de corruption est élevé dans un pays, les entreprises qu'elles soient nationales ou étrangères cherchent à réaliser les profits en répercutant les dépenses des pots-de-vin sur la qualité des services effectués. Tanzi et Davoodi (1997), Rose Akermann (1999) et Gyimah-Brempong (2002) dont les travaux s'inscrivent dans cette logique, montrent que la corruption détériore la qualité des investissements publics et privés dans la plupart des pays industrialisés et en développement. Ce qui ne peut qu'affecter négativement la productivité des biens publics et réduire l'attractivité des IDE dans ces pays.

En ce qui concerne la revue de la littérature empirique, la majorité des études réalisées dans les PED, bien qu'utilisant les données et les méthodes de nature différente, montrent également l'existence d'un lien négatif entre la corruption et le flux d'IDE entrant.

Certaines études empiriques ont trouvé que l'accroissement du niveau de la corruption affecte négativement l'entrée du flux d'IDE dans un pays sans distinction du niveau de développement, à l'aide des données en coupe transversale (Wei, 1997; Habib et Zurawicki, 2002). D'autres études sont arrivées à ce même résultat en utilisant les données longitudinales. C'est le cas de Ouattara (2011) et Akinlabi et al (2011), qui posant cette problématique dans les cas respectivement de la Côte d'Ivoire et du Nigéria, à l'aide des données couvrant la période 1998-2009 pour le premier et 1999-2009 pour le second, montrent aussi que la corruption affecte négativement les investissements

dans ces pays.

D'autres auteurs encore, pour examiner la relation entre la corruption et l'attractivité des IDE ont utilisé les données de panel. Par exemple, Asiédu (2003) utilise les données de panel de 22 pays africains au cours de la période 1984-2000, pour montrer que les niveaux de corruption élevés réduisent les entrées des IDE dans ces pays. Bevan et Estrin(2004), à l'aide toujours des données de panel, vont un peu plus loin dans leur analyse. Ils montrent qu'à part le coût de la main d'œuvre et la taille du marché, le niveau de risque dans les pays hôtes exerce beaucoup d'influence sur le choix d'investissement, ainsi que sur la décision de localisation d'IDE. Ils indiquent par ailleurs que, le niveau de risque est influencé par le niveau de développement du secteur privé, la situation de la balance commerciale, ainsi que le niveau des réserves de l'Etat et la corruption. Les conclusions de ces auteurs rejoignent celle faite par Dunning (2002) qui a essayé de classer l'effet des différents déterminants de l'investissement. Pour justifier cette position, Michalet (2000) et Nkendah (2007) affirment que les investisseurs n'aiment pas l'incertitude et s'efforcent de réduire au maximum les coûts de transaction. Selon ces auteurs, les niveaux élevés de corruption dans les pays de l'Afrique subsaharienne, compliquent les opérations d'affaires et augmentent l'incertitude des investisseurs.

En analysant les expériences de quelques pays de l'Afrique subsaharienne qui ont réussi à attirer les IDE, Anupam et Srinivas (2002) font dans leur étude un classement des facteurs qui expliquent négativement l'attractivité des IDE. Ils montrent que la bonne gouvernance et les niveaux de corruption faibles viennent en troisième position.

Daude et Stein (2001) de leur côté, dans une étude sur la relation entre la corruption et l'attractivité des IDE dans les PED, ont considéré dans leur modèle les six variables institutionnelles de Kaufman et al (1999), et sont arrivés aussi à la conclusion selon laquelle la corruption figure parmi les facteurs qui affectent négativement le plus l'attractivité des IDE dans ces pays. Des études récentes menées par Quazi (2014) et Hajzler et Rosborough (2016) utilisant respectivement les données de panel des pays d'Asie de l'Est et du Sud au cours de la période 1995-2011 et des pays en voie de développement au la période 1990-2014 sont arrivées à la même conclusion validant ainsi l'hypothèse du « Grapping hand ».

Cette vision orthodoxe de l'impact de la corruption sur l'attractivité des IDE dans les PED a été contestée par les économistes du courant hétérodoxe. Selon ces derniers, la corruption affecte plutôt positivement ou pas du tout l'attractivité des IDE dans ces pays.

## 1.2 La thèse hétérodoxe

Contrairement à la thèse orthodoxe, les tenants du courant hétérodoxe soutiennent que la corruption joue le rôle de « helping hand », c'est à dire qu'elle attire plutôt les IDE. Cette thèse quant à elle, est constituée à notre connaissance des contributions d'une petite poignée d'économistes comme Kaufman (1997), Bardhan (1997), Glass et Wu



(2002), Egger et Winner (2005), Ravi (2015) et Abotsi (2016).

Selon ces auteurs, le lien positif s'explique par le fait que la corruption permet aux potentiels investisseurs de contourner les rigidités imposées par les pouvoirs publics qui gênent la décision d'investir et ralentissent l'investissement. Il arrive parfois que les firmes multinationales choisissent de s'implanter dans les pays à fort taux de corruption que de le faire dans les pays où le taux de corruption est moins élevé, mais avec une réglementation rigide et contraignante. En effet, ces firmes acceptent de payer les pots-de-vin afin d'accélérer le processus bureaucratique et d'obtenir des permissions légales pour lancer leurs projets en peu de temps. Bardhan (1997), allant dans ce sens, montre que les pots-de-vin génèrent un gain de temps d'attente, puisqu'ils jouent un rôle d'accélérateur au sein de l'administration. Ils constituent de ce fait, un facteur d'attractivité des IDE pour ces pays. Ainsi, Kaufman (1997) affirme que la corruption lubrifie le mécanisme ou graisse les rouages.

Parmi les études les plus citées dans la littérature empirique qui montrent que la corruption affecte positivement l'attractivité des IDE, figure celle effectuée par Egger et Winner (2005). Ces auteurs utilisent un modèle de régression multiple et les données de panel de 73 pays développés et en développement recevant 90% des flux d'IDE mondiaux sur la période 1995-1999, et arrivent à la conclusion selon laquelle, à court terme, la corruption a un impact positif sur l'entrée des flux d'IDE.

Glass et Wu (2002), quant à eux, montrent que l'influence de la corruption sur l'attractivité des IDE est conditionnée par la présence de certains facteurs. Leur étude porte sur l'analyse de l'impact de la corruption sur l'attractivité des IDE dans le cas des pays de l'Europe centrale et orientale. Ils utilisent un modèle d'équilibre général et arrivent à des résultats ambigus. Ils montrent que la corruption peut exercer une influence soit négative, soit positive sur l'attractivité des IDE. Selon ces deux auteurs, l'impact de la corruption sur l'attractivité des IDE dans un pays ou dans une communauté dépend des caractéristiques de chaque pays.

L'étude d'Alam et al (2005) effectuée au Bangladesh, peut également s'inscrire parmi les travaux qui contestent la thèse selon laquelle la corruption affecte négativement l'attractivité des IDE. Ces auteurs trouvent que la taille du marché, la disponibilité et la productivité de la main d'œuvre, le code des investissements attractifs et le facteur linguistique et culturel influencent positivement le flux d'IDE entrant dans ce pays. Par contre, la qualité de la gouvernance, dont le niveau élevé de la corruption, décourage les investisseurs étrangers à localiser leurs activités dans ce pays. Ils constatent par ailleurs que, contrairement à ce que prédit la théorie, la lutte contre la corruption dans ce pays n'a pas attiré les IDE. Ceci montre implicitement que la corruption n'explique pas toujours le choix de localisation des IDE, et qu'en réalité l'attractivité des IDE dans les PED dépend d'autres facteurs susceptibles de permettre à ces investisseurs étrangers de maximiser leurs bénéfices, à savoir la présence d'un marché important, d'une main

d'œuvre qualifiée et moins chère, de l'ouverture commerciale, de la croissance économique, de la stabilité politique et économique et d'une bonne dotation de matières premières.

Ravi (2015), quant à lui, a fait une étude comparative de l'effet de la corruption sur le flux entrant des IDE en Chine et en Inde. Les résultats de cette étude ont montré que la corruption exerçait un effet positif sur le flux entrant des IDE en Chine, et un effet contraire dans le cas de l'Inde. Poussant l'analyse plus loin, il a découvert un facteur déterminant le comportement des IDE vis-à-vis de la corruption. Ce facteur est le niveau d'arbitraire existant dans chacun des pays. En effet, en Chine la corruption n'est pas associée à l'arbitraire, alors qu'il est en Inde où les investisseurs n'ont aucune garantie d'obtenir ce qu'ils recherchent même après avoir payé des pots de vin. Ainsi affirme-t-il, c'est la nature de la corruption et non son importance ou son niveau qui influence le flux entrant des IDE dans un pays. Abotsi (2016), de son côté, met en exergue le niveau de la qualité institutionnelle comme déterminant fondamental de l'attractivité des IDE. A partir d'un modèle théorique, il montre que dans un pays ayant un niveau élevé de qualité institutionnelle, la corruption impacte positivement sur le flux entrant des IDE alors que le contraire est observé dans un contexte de faible niveau de qualité institutionnelle. De ce fait, il identifie un seuil tolérable de corruption susceptible d'attirer les investisseurs étrangers dans un pays à niveau élevé de qualité institutionnelle appelé « Corruption Tolerable Level of Investment (CTLI) ».

De ce qui précède, on constate qu'il n'existe pas de consensus dans la littérature théorique et empirique consacrée à l'étude de la relation de causalité entre la corruption et l'attractivité des IDE. Les résultats des différentes recherches divergent. Pour certains auteurs, la corruption décourage les IDE entrants. Pour d'autres par contre, elle attire plutôt ces IDE. Ces divergences trouvent leur explication dans les méthodes d'évaluation utilisées et les caractéristiques propres à chaque pays. En ce qui concerne les pays de la CEMAC, concurrencés par d'autres pays africains plus stables et qui disposent des mêmes potentialités économiques (matières premières) et qui sont parfois plus peuplés, à l'instar du Nigéria et de la RDC, nous formulons dans le cadre de cet article l'hypothèse selon laquelle l'accroissement de la corruption affecte négativement le flux d'IDE entrant dans cette zone. En d'autres termes, le contrôle de la corruption affecte positivement l'attractivité des IDE en zone CEMAC.

## **2 Démarche méthodologique**

Dans cette section, nous spécifions d'abord le modèle économétrique utilisé et les variables. Nous présentons ensuite les sources de données et enfin la méthode d'estimation.

### **2.1 Spécification du modèle, présentation et signes des variables**



### 2.1.1 Spécification du modèle

Pour tester l'hypothèse selon laquelle la corruption affecte négativement l'attractivité des IDE en zone CEMAC (ou encore le contrôle de la corruption affecte positivement l'attractivité des IDE en zone CEMAC), nous nous sommes inspirés du modèle de Guiswe Badoma et Abessolo (2017) qui a déjà servi de référence à l'estimation de l'attractivité des IDE dans la même communauté et qui lui-même s'appuie sur le modèle de Saskia (1998). Ce modèle est spécifié de la manière suivante :

$$Y_t - Y_{t-1} = (\alpha - 1) Y_{t-1} + \beta X_{it} + \alpha Z_{it} + \eta_i + \mu_t \quad (1)$$

Où  $Y_{it}$  représente la variable dépendante IDE dans le pays  $i$  au temps  $t$ ,  $X$  est un vecteur de contrôle des variables explicatives,  $Z$  le vecteur des variables institutionnelles,  $\eta_i$  l'effet spécifique pays et  $\mu_t$  l'effet spécifique temporel.

Nous retenons comme variables de contrôle la variable retardée d'une période du flux des IDE, le degré d'ouverture commerciale (Ouv), le taux d'inflation (Inl), l'indicateur de la stabilité politique et de l'absence de violence ou de terrorisme (SP). Notre variable d'intérêt ici est la corruption.

Spécifier en panel, le modèle (1) se présente sous la forme suivante :

$$IDE_t = \alpha_0 + \beta_1 IDE_{t-1} + \beta_2 OUV_{it} + \beta_3 INFL_{it} + \beta_4 SP_{it} + \delta CC_{it} + \xi_t$$

$\beta_1$ ,  $\beta_2$ ,  $\beta_3$ ,  $\beta_4$  et  $\delta$  sont les paramètres à estimer.

### 2.1.2 Présentation et signes des variables du modèle

La variable dépendante utilisée est le ratio du flux d'IDE entrant en pourcentage du PIB dans le pays.

Les variables indépendantes sont :

- Le flux d'IDE entrant en pourcentage du PIB retardé d'une année ( $IDE_{t-1}$ ) (agglomération) : Il peut entraîner la convoitise et attirer d'autres IDE. Le signe positif est attendu du coefficient de cette variable.
- Le taux d'ouverture commerciale (OUV) : Il se calcule en faisant la somme des exportations et des importations sur le PIB. Selon Asiedu (2003), plus un pays est ouvert au commerce, plus il attire les IDE. Nous attendons un signe positif pour le coefficient de cette variable.
- Le taux de l'inflation (INFL) : Le taux d'inflation est généralement perçu comme un indicateur d'instabilité macroéconomique. Les investisseurs préfèrent investir dans un pays stable. Le signe négatif est donc attendu pour le coefficient de la variable INFL.
- La stabilité politique (SP) est un indicateur qui permet de percevoir la probabilité selon laquelle le gouvernement pourrait être déstabilisé, renversé soit par des moyens inconstitutionnels, soit par la violence (violence politique ou terrorisme).

La construction de cet indicateur est faite par l'institut de la Banque Mondiale en charge des questions de gouvernance dans le monde. Sur la base des avis des experts, il est attribué à chaque pays un score entre -2,5 et +2,5. Le pays qui enregistre un score de -2,5 est considéré comme le plus instable et le plus violent et celui dont le score est de +2,5 est le plus stable et sans violence de tout genre. Le choix de cette variable est justifié par le fait que la plus part des pays de la CEMAC ont traversé dans leur histoire une période d'instabilité politique. Le retour à la stabilité de certains pays comme le Tchad et la RCA et le Congo a permis à ces derniers d'attirer les investisseurs étrangers. Le signe attendu de cette variable est positif.

- La corruption est évaluée à partir d'un indicateur qui apprécie l'effort des Etats en matière de lutte contre la corruption, c'est-à-dire le contrôle de la corruption (CC). La construction de cet indicateur est faite par l'Institut de la Banque Mondiale en charge des questions de gouvernance dans le monde. Sur la base des avis des experts, il est attribué à chaque pays un score variant entre -2,5 et +2,5. Le pays qui enregistre un score de -2,5 est considéré comme celui dont l'effort en matière de lutte contre la corruption est inexistant, et celui dont le score est +2,5 signifie absence de corruption. La plupart des travaux théoriques et empiriques montrent que le contrôle de la corruption affecte positivement l'attractivité des IDE (la corruption quant à elle affecte négativement l'attractivité des IDE). Le signe attendu du coefficient de la variable contrôle de la corruption est positif.

## 2.2. Les sources de données et la méthode d'estimation

### 2.2.1. Les sources de données

Afin d'estimer les paramètres du modèle ci-dessous, les données ont été extraites de différentes sources selon la variable. Le tableau 1 présente les sources des données utilisées.

Tableau 1 : Sources des données

Variables	Notations	Sources des données
Ratio du flux d'IDE en pourcentage du PIB	IDE	Banque Mondiale (WDI, 2018)
Ouverture commerciale	OUV	Banque Mondiale (WDI, 2018)
Taux d'inflation	INFL	Banque Mondiale (WDI, 2018)
Stabilité Politique	SP	Banque Mondiale (WGI, 2018)
Contrôle de la Corruption	CC	Banque Mondiale (WGI, 2018)
Détail des sources :		
WDI, 2018 : World Development Indicators(2018)		
WGI, 2018: World Government Indicators (2018)		

Sources: Les auteurs.

L'échantillon est composé des six pays de la CEMAC, à savoir le Cameroun, le Tchad, la RCA, le Congo, le Gabon et la Guinée Equatoriale. A cause de l'inexistence des données

pour tous les pays, notre étude couvre la période allant de 1996 à 2016. Ces données sont compilées dans Excel et importées au logiciel économétrique (STATA 13.0) pour être traitées à l'aide des outils statistiques appropriés.

### 2.2.2. La méthode d'estimation

La spécification retenue pour les estimations est celle des données de panel. On utilise la méthode des moments généralisés (GMM) en différences (estimateur d'Arellano et Bond, 1991) et en système (estimateur de Blundell et Bond, 1998). Cette méthode présente l'avantage de résoudre les problèmes d'endogénéité des variables, de biais de simultanéité, de causalité inversée et de variables omises. Elle donne également lieu à une augmentation du nombre d'instruments valides.

L'estimateur GMM en système exploite les hypothèses relatives aux conditions initiales afin d'obtenir des conditions de moment qui demeurent valables même pour des séries persistantes. La validité des instruments additionnels est testée à l'aide des tests de validité des instruments de Sargan/Hansen. Ces tests permettent de déterminer si les instruments sont dans l'ensemble exogènes ou non.

## 3 Résultats et discussions

Les résultats de l'estimation sont résumés dans le tableau 2.

Tableau 2 : Résultats de l'estimation

Variable dépendante : IDE		
Variables Explicatives	Coefficients	Probabilités
IDEL1	(-0,2060269)***	0,000
OUV	(0,1418704)***	0,000
INFL	(-0,130453)***	0,000
SP	(0,5561303)	0,675
CC	(5,620012)*	0,097
Constante	(-0,1070361)	0,981
Test de Sargan/Hansen		0,0000
Wald Chi 2	472,38	
Prob> Chi2 (5)		0,000
Nombre d'instruments	103	

Source : Les auteurs d'après le logiciel STATA 13.0

Note : \*\*\* significatif à 1%, \*\* significatif à 5%, \* significatif à 10%.

Globalement, la statistique de Wald  $\chi^2(5) = 472,38$  avec une probabilité nulle montre que le modèle est significatif. Le test de Sargan valide le choix des instruments avec une  $\chi^2(97) = 164,745$  de probabilité nulle.

A l'exception du coefficient de la variable Investissement Direct Etranger retardé d'une période (IDEL1) qui est de signe contraire à la prédiction, les coefficients des variables explicatives Ouverture Commerciale (Ouv), Taux d'inflation (INFL), Stabilité Politique et Absence de Violence et de Terrorisme (SP) et de la variable Contrôle de la Corruption (CC) ont des signes attendus. Certains sont statistiquement significatifs, d'autres sont par contre non significatifs.

#### - **L'investissement retardé d'une période (IDEL1)**

Le coefficient relatif à l'investissement retardé d'une période (IDEL1) est négatif et fortement significatif. Toute chose égale par ailleurs, une augmentation d'un pourcent de l'investissement direct retardé d'une période diminue l'attractivité dans la zone de 0,20%. En fait, les pays de la CEMAC sont caractérisés par une forte concentration des IDE dans tous les domaines, ceci est à même de décourager les investisseurs potentiels, par conséquent, de provoquer une baisse de l'attractivité des IDE, contrairement à la prédiction.

#### - **L'Ouverture commerciale (Ouv)**

Le coefficient associé à la variable ouverture commerciale est positif et fortement significatif. Ces résultats suggèrent que l'ouverture commerciale a été favorable à l'attractivité des IDE dans les pays de la CEMAC. Ce résultat n'est pas très surprenant, car comme le montre de plus en plus la littérature, la politique d'ouverture commerciale doit être associée à d'autres conditions, telle que la lutte contre la corruption, pour qu'elle puisse exercer un impact positif sur l'attractivité des IDE.

#### - **L'inflation (INFL)**

Le coefficient associé à la variable inflation est négatif et fortement significatif. Ce qui est conforme à la théorie. Il n'y a aucune surprise en cela. En effet, plus un pays est instable sur le plan macroéconomique, plus il décourage les investisseurs étrangers et inversement.

#### - **La stabilité politique et absence de violence et terrorisme (SP)**

Le coefficient associé à la variable stabilité politique et absence de violence et terrorisme (SP) est positif, mais n'est pas significatif. En exportant ses capitaux, l'investisseur étranger cherche avant tout à s'assurer que l'avenir du pays est suffisamment prévisible ou que son projet ne soit pas risqué par une instabilité politique ou par tout autre forme de violence ou d'insécurité. Le résultat de l'estimation est donc conforme à la théorie. La

non significativité laisse penser que l'attractivité des IDE en zone CEMAC dépend des facteurs autres que la stabilité politique ou de l'absence de violence.

### **Le contrôle de la corruption (CC)**

En ce qui concerne plus spécifiquement notre variable d'intérêt, à savoir la corruption estimée par le contrôle de la corruption, les résultats ci-dessus montrent que le coefficient de cette variable a un signe attendu et est statistiquement significatif à 10%. Ce résultat est confirmé dans la littérature économique (Tanzi et Davoodi, 1997 ; Rose Akermann 1999 ; Michalet, 2000 ; Gyimah-Brempong, 2002 ; Asiédu, 2003 ; Michalet, 2000 et Nkendah, 2007).

Bien que le contrôle de la corruption soit positivement corrélé à l'attractivité des IDE en zone CEMAC, les résultats de l'estimation indiquent par ailleurs qu'une augmentation de 1% du contrôle de la corruption dans cette zone entraîne une augmentation du flux d'IDE entrant de 5,62% seulement. Ce qui reste encore très faible par rapport à d'autres zones, à l'instar par exemple des pays asiatiques qui accueillent aujourd'hui la plus grande partie des IDE dans le monde. Une explication plausible à cette faible attractivité des IDE en zone CEMAC serait que la plupart des Etats membres, non seulement sont caractérisés par le manque de ressources humaines et la mauvaise qualité des infrastructures de transport, mais aussi connaissent depuis de nombreuses années une grande instabilité à la fois sur le plan macroéconomique et politique. De plus, les mesures prises par les différents Etats en zone CEMAC pour lutter contre la corruption restent encore insuffisantes pour ces investisseurs étrangers, et parfois ne sont même pas appliquées sur le terrain. Ce qui ne peut que freiner l'attractivité des IDE dans cette zone. Pour que la lutte contre la corruption exerce de manière plus significative ses effets sur l'attractivité des IDE dans cette sous région, tous ces facteurs doivent être réunis par les autorités des différents pays membres de cette communauté.

## **CONCLUSION**

Le but de cet article était d'évaluer l'impact de la corruption sur l'attractivité des IDE en zone CEMAC. Pour y parvenir, nous nous sommes inspirés du modèle de Guiswe Badoma et Abessolo (2017) qui lui-même s'appuie sur le modèle de Saskia (1998). La technique d'estimation utilisée est la Méthode des Moments Généralisés (MMG).

Les prédictions théoriques selon lesquelles la corruption impacte négativement l'attractivité des IDE (ou que le contrôle de la corruption impacte positivement l'attractivité des IDE) dans les PED ont été vérifiées. Nos résultats montrent cependant que l'impact du contrôle de la corruption en zone CEMAC, reste très faible par rapport aux pays asiatiques, latino-américains et même d'autres pays africains. Bien que ces pays disposent des ressources naturelles, la quasi-totalité de ceux-ci brille beaucoup

plus par une absence de la main d'œuvre qualifiée, une grande instabilité sur le plan macroéconomique et politique. Ainsi, pour y remédier, il serait souhaitable :

1. De mettre place un véritable plan de lutte contre la corruption à la fois au niveau national et communautaire. La corruption en zone CEMAC doit être combattue à tous les niveaux, que ce soit du côté des corrupteurs que celui des corrompus par des actes de dénonciation ;
2. De vulgariser auprès des populations les sanctions prévues contre les potentiels corrupteurs afin que nul ne les en ignore, par les masses médias (radio, presse et télévisions) et par les réseaux sociaux ;
3. De mettre en place des lignes téléphoniques gratuites permettant de dénoncer toute personne qui exige des pots-de-vin avant de rendre un service public;
4. D'appliquer véritablement les sanctions prévues par la loi à tout fonctionnaire véreux et surpris en flagrant délit de corruption ;
5. De développer les infrastructures routières afin de faciliter l'écoulement des matières premières vers le reste du monde ;
6. De stabiliser ces pays à la fois sur le plan politique et macroéconomique, par la mise en place de la démocratie, d'une véritable décentralisation de la gestion des affaires publiques, et des politiques monétaires et budgétaires réalistes.
7. Enfin d'améliorer la qualité des institutions. Car plus que tout autre chose, elle est une condition sine qua non à la réduction de la corruption à un seuil tolérable et supportable pour les potentiels investisseurs étrangers.



## REFERENCES

Abotsi A.K., 2016. Theory of Foreign Direct Investment and Corruption, *International Journal of Asian Social Science*, 2016, 6(6), pp 359-378.

Akinlabi;A.O., BabatundeHamed, Awoniyi M.A., 2011.Corruption, Foreign Direct Investment and Economic Growth in Nigeria: An empirical investigation, *Journal of Research in International Business Management* (ISSN: 2251-0028) Vol. 1(9) pp. 278-292 November, 2011.

Alam Q., Mohammed Endad U.M. et Smith R. F., 2005.The Impact of Poor Governance on Foreign Investment: The Bangladesh Experience, Beijing PRC 5-7 December 2005.

Ali A.M. et H.S. Isse, 2003.Determinants of Economic Corruption: A Cross-Country Comparison, *Cato Journal*, Vol. 22, No. 3, pp. 449-466.

AnupamB.et SrinivasK.,2002. Foreign Direct Investment in Africa: Some case Studies, *IMF Working Paper N°0261*.

Arellano M. et Bond S. R., 1991.Some tests of specification for panel data: Monte Carlo evidence and an application to employment equations, *Review of Economic Studies* 58 (2), 277-297.

Asiedu, 2003.Foreign Direct Investment to Africa: The role of Government Policy Governance and Political Instability, MEMO.

Bardhan P., 1997. Corruption and Development: A review of issues, *Journal of Economic Literature* 35, September, 1320-1346.

Bevan et Estrin, 2004.The Determinants of Foreign Direct Investment into European Transition Economies, *Journal of Comparative Economies* 32, 775-787.

Celentani M. et Ganuza J-J.,2002.Corruption and Competition in Procurement, *European Economic Review*, Vol. 46, No. 7, pp. 1273-1303.

Crozet Y., 2001. *Les grandes Questions de l'Economie Internationale*, Nathan 118 p

Daude E., Stein C., 2001.The Quality of Institutions and Foreign Direct Investment, Inter-American Development Bank, March.

Dunning J.H., 2002.Determinants of Foreign investment: Globalization induced changes and the role of FDI policies, Annual Bank Conference on Development Economics.

Egger P., Winner H., 2005.Evidence on corruption as an incentive for foreign direct investment, *European Journal of Political Economy*, Elsevier, vol. 21(4), pp 932-952, December.

Glass A. J. et Wu, X., 2002. *Does Corruption Discourage Foreign Direct Investment and Innovation?* Department of Economics, Texas A&M University.

Guiswe B. et AbessoloY.A., 2017.Les déterminants de l'attractivité des pays de la communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale à l'égard des IDE, *Journal of Management and Business Research*, vol 17, issue 6, version 10.

- Gyimah-Brempong K., 2002. Corruption, Economic Growth and Income Inequality in Africa, *Economics of governance*, Vol. 3, No. 3, pp. 183-209.
- Habib M. et L. Zurawicki L., 2002. Corruption and Foreign Direct Investment, *Journal of International Business Studies*, Vol. 33, No. 2, pp. 291-307.
- Hajzler C. C. Rosborough J., 2016. Government Corruption and Foreign Direct Investment Under the Threat of Expropriation. Staff Working Paper/Document de travail du personnel 2016-13. Bank of Canada.
- Kapuria-Foreman, 2007. Economic freedom and foreign direct investment in developing countries. *The Journal of Developing Areas* 41(1), 143-154.
- Kaufman D., 1997. *Corruption: The Facts*, "Foreign Policy, No. 107 (summer), pp. 114-31.
- Kaufmann D., Kraay A. et Zoido-Lobaton P, 1999. Aggregating Governance Indicators, *Policy Research Working Paper, The World Bank Development Research Group, October*.
- Mauro P., 1995. Corruption and Growth, *Quarterly Journal of Economics* (August), Vol. 110, 3: 681-712.
- Michalet C.A., 2000. *La Sélection des Nations ou Comment attirer les Investissements*, Economica, Paris 1999.
- Nkendar R., 2007. Bonne gouvernance et investissements directs étrangers (IDE) en Afrique sub-saharienne à l'ère de la mondialisation des économies : le cas des pays de la CEMAC, Colloque IDEAL sur *Gouvernance : quelle pratiques promouvoir pour le développement économique de l'Afrique ?*, Université Catholique de LILLE, le 3 Novembre 2007
- North D.C., 1990. *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, MA.
- Nye J. S., 1967. Corruption and Political Development: A Cost-Benefit Analysis." *American Political Science Review* 61(2): 417-427.
- OCDE, 1983. *Définition de références détaillées des Investissements Directs*, Paris.
- Ouattara W., 2011. Corruption, Investissements et Croissance Economique en Côte d'Ivoire, *Savings and Development*, N°1, XXXV.
- Quazi, M., 2014. Corruption and Foreign Direct Investment in East Asia and South Asia: An Econometric Study. *International Journal of Economics and Financial Issues* Vol. 4, No. 2, 2014, pp. 231-242
- Ravi S.P., 2015. Does Corruption in a Country Affect the Foreign Direct Investment? A Study of Rising Economic Super Powers China and India. *Open Journal of Social Sciences*, 2015, 3, 99-104
- Rose Akermann, 1999. *Corruption and Government Causes, Consequence and Reform*, Cambridge University Press.
- Sarkar H.H. et Aynul M., 2001. Impact of Corruption on the Efficiency of Investment: Evidence from A Cross-Country Analysis, *Asia-Pacific Development Journal*, Vol. 8, No. 2, pp. 111-116.
- Saskia K.S.W., 1998. Direct Investment and its determinants in Emerging Economies, *Economic Policy Paper Discussion, and Paper N° 9*.

Tanzi V. et Davoodi H.R., 1997. Corruption, Public Investment and Growth. *International Monetary Fund Working Paper*, WP/97/132.

Waterbury J., 1973. Endemic and Planned Corruption in a Monarchial Regime. *World Politics* 25(4): 533-55.

Wei S., 1997. Why is Corruption so Much More Taxing than Tax? Arbitrariness Kills, NBER Working Paper 6255.

Wei S., 2000. How taxing is corruption to international investors? *Review of Economics and Statistics*, Vol. 0, 1:1-11.

World Bank, 2018. World Development Indicators, The World Bank, Washington D.C.